

L'ACCORD CONSENSUEL D'ABUJA

Les conclusions et recommandations suivantes sont le résultat d'un accord consensuel entre tous les participants présents à la fin de la réunion.

Nous, les Organisations de Société Civiles à travers l'Afrique réunies à la 5ème Réunion Consultative de l'Union Africaine sur l'Intégration de la Dimension du Genre à Abuja, au Nigeria, du 25 au 26 janvier 2005 précédant la 4ème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements pour organiser le suivi des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la *Déclaration Solennelle sur l'Egalité entre les Hommes et les Femmes*, aussi bien que faciliter le dialogue et la révision des stratégies sur l'intégration de la dimension du genre dans l'Union Africaine, sous les auspices de la Direction des Femmes, du Genre et du Développement de l'Union Africaine, Femmes Africa Solidarité (FAS) et d'Africa Leadership Forum (ALF).

Rappelant l'engagement des Chefs d'Etats africains pour l'égalité de genre en tant qu'un but principal de l'UA comme contenu dans l'Article 4 (1) de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine, en particulier la décision de mettre en oeuvre et de soutenir le principe de parité des genres prise à la Session Inaugurale de l'Assemblée des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'UA en juillet 2002 à Durban, en Afrique du Sud, et son opérationnalisation pendant la Deuxième Session Ordinaire de Maputo, au Mozambique en 2003, la décision d'établir une Direction du Genre au sein du Bureau du Président de la Commission, la résolution d'intégrer le Comité Africain du Genre, de la Paix et du Développement dans les organes ou la Commission de l'Union africaine aussi bien que la Déclaration Solennelle sur l'Égalité du Genre en Afrique adoptée par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union Africaine à Addis-Abeba, en Ethiopie en juillet 2004;

Reconnaissant leurs engagements précédents pour une mise en oeuvre de la Convention sur l'Élimination de Toute Forme de Discrimination Contre les Femmes; et le Protocole à la Charte Africaine sur le Droits de l'Hommes et des Peuples sur les Droits de Femmes en Afrique (2003); la déclaration Universelle de Droits de l'Homme, l'Accord International sur des Droits Économiques, Sociaux et Culturels, la Charte Africain sur les Droits de l'Enfant et tous les autres instruments internationaux, régionaux et sous-régionaux appropriés visant à éliminer toutes les formes de discrimination envers les femmes et promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes;

Considérant leur engagement à mettre en oeuvre la Résolution 1325 (2000) des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité; combattre le HIV/SIDA et

les autres maladies comprises dans la Déclaration de Maputo sur la Malaria, le HIV/SIDA, la Tuberculose et d'autres maladies infectieuses; aussi bien que les Buts de Développement de Millénaire (MDG); et le programme du NEPAD;

Recommandant aux Chefs d'Etats africains qui ont signé et ratifié le Protocole de la Charte africaine sur les Droits de l'Homme et des Peuples sur les Droits de Femmes en Afrique; et rappelant à ceux qui n'ont pour l'instant mené aucune action dans ce sens;

Gardant à l'esprit les efforts de l'UA POUR assurer la visibilité de la machinerie du genre par la création récente d'une Direction du Genre au sein du Bureau du Président de l'Union Africaine;

Gardant également à l'esprit et se basant sur le travail important déjà accompli par les réseaux de femmes réunis autour des mécanismes de l'Union Africaine avec la facilitation de Femmes Africa Solidarité (FAS);

Conscient de la privation continue de femmes et les inconvénients auxquels les femmes font face dans l'accès ; ainsi que le contrôle des ressources et déni d'occasions économiques;

Déterminés cependant à se baser sur l'élan de ces développements pour assurer la mise en oeuvre efficace de l'instrument de Déclaration Solennelle et à promouvoir la parité des genres;

Nous applaudissons les Chefs d'Etats et de gouvernements africains qui ont pris cette décision mémorable qui apportera un grand changement dans la vie des femmes africaines aussi bien que des populations africaines en général;

Nous saluons l'engagement et la détermination du Président de l'Union Africaine, S.E. Alpha Oumar Konaré, pour faire de la parité de genre une réalité dans l'Union Africaine.

Nous nous engageons à :

- Elargir notre réseau et plaider pour la mise en oeuvre de la Déclaration à divers niveaux d'opération dans notre avantage comparatif.
- Association avec l'UA et ses organes, les RECS aussi bien que tous les associés internationaux sur la mise en oeuvre de la Déclaration Solennelle.

- Nous engager à développer une structure que nous utiliserons dans le contrôle et l'évaluation de la mise en oeuvre de la Déclaration Solennelle.
- Documenter les processus qui ont mené à l'adoption la Déclaration Solennelle, incluant les actions menées par la société civile.
- Explorer comment intégrer la Déclaration dans l'Examen des Pairs Contrôlant le mécanisme du NEPAD.
- La convocation d'un autre forum régional aussitôt que possible pour examiner le progrès dans la mise en oeuvre de la Déclaration Solennelle.

Nous pressons des Etats membres à :

- Mettre en oeuvre la Déclaration Solennelle sur l'Égalité du Genre en Afrique.
- Organiser une réunion des Ministres africains du Genre pour développer les stratégies de mise en oeuvre de la Déclaration Solennelle.
- Assurer la soumission avant juillet 2005 d'un premier rapport annuel sur le progrès fait en termes de l'inclusion de la dimension genre selon les paragraphes 12 et 13 de la Déclaration Solennelle.
- Allouer les ressources adéquates pour la mise en oeuvre de la Déclaration Solennelle

Nous pressons la Commission de l'Union Africaine à :

- Allouer les ressources humaines et financières adéquates à la mise en oeuvre du principe de parité des genres aussi bien que la Déclaration Solennelle sur l'Égalité des Genre en Afrique.

Nous pressons la Communauté Internationale à :

- Soutenir les efforts de l'Afrique dans la mise en oeuvre du NEPAD, des Buts de Développement du Millénaire et particulièrement des programmes genre comme la Convention contre l'Élimination de Toute

Forme de Discrimination Envers les Femmes, la Plate-forme d'Action de Beijing, la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et tous autres programmes de développement convenus.

Fait à Abuja, Nigeria, le 26 janvier 2005